

Actuali

↓



«Accès aux soins médicaux de première ligne en Montérégie: un échec monumental»

6 mars 2017 - Texte et photo Les députés de Taillon, Marie-Victorin, Saint-Jean et Verchères - (MG)

Les députés de Taillon, Marie-Victorin, Saint-Jean et Verchères, respectivement Diane Lamarre, Catherine Fournier, Dave Turcotte, Stéphane Bergeron ainsi que les représentantes de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), Carolle Dubé et Fabienne Chabot, ont dénoncé aujourd'hui le transfert important de ressources des CLSC vers des cliniques privées sur le territoire du Centre intégré de santé et de services sociaux de Montérégie-Est, ainsi que le fait qu'une proportion significative de la population sur son territoire n'a toujours pas de médecin de famille.



(/files/nouvelles/images/diane-lamarre.point-presse-du-6-mars-2017.jpeg)

«L'accès à des soins médicaux de première ligne est un véritable désastre. D'après les chiffres par région, publiés par le ministère de la Santé en février dernier, on constate que la Montérégie est en retard sur le reste du Québec, alors que le pourcentage de la population ayant un médecin de famille est de 65.7%, de 71,5% et de 68% respectivement dans Montérégie-Centre, Montérégie-Est et Montérégie-Ouest. Ainsi, on estime qu'environ 400 000

personnes en Montérégie n'ont pas de médecin de famille et qu'il faudrait que 200 000 personnes en obtiennent un d'ici la fin de l'année 2017 pour que l'objectif ministériel de 85% soit atteint. Tout indique que le ministre de la Santé se dirige vers un nouvel échec et que la population de la Montérégie en subira les conséquences», a expliqué la porte-parole du Parti Québécois en matière de santé, d'accessibilité aux soins et de soutien à domicile, Diane Lamarre.

«Pour les personnes les plus vulnérables, le CLSC est souvent la porte d'accès à des soins qui évitent des visites à l'hôpital. Avec la décision du gouvernement libéral de transférer les ressources des CLSC vers les cliniques privées, qu'est-ce qui va arriver des personnes qui n'ont pas de médecin de famille? On craint un bris d'accès.», a affirmé la députée de Marie-Victorin, Catherine Fournier qui note que 27% de la population de Longueuil étaient usagers de leur CLSC.

«Les services offerts dans les CLSC sont importants. Ce que l'on constate, c'est que pendant que le ministre investit encore et toujours dans les GMF, qui appartiennent principalement à des médecins, il coupe les services publics pour tous en CLSC. Je suis vraiment préoccupé pour la population de la Montérégie qui reste sans médecin de famille malgré des problèmes de santé. Il est clair qu'ils seront les perdants de cette réforme.», a ajouté Dave Turcotte, porte-parole du Parti Québécois pour les services sociaux et la protection de la jeunesse.

«La situation est tout aussi préoccupante dans la circonscription de Verchères, qui connaît l'une des croissances démographiques les plus importantes au Québec ces dernières années. Les municipalités de Saint-Amable et de Verchères sont particulièrement affectées par la pénurie de médecins que le gouvernement libéral ne parvient pas à juguler, et ce, malgré le fait que, selon une information rendue publique récemment, de nombreux diplômés en médecine ne parviendraient pas à se trouver du travail. Les bouleversements de structures qui ont été imposées au réseau de la santé permettent, certes d'accroître les pouvoirs du ministre, mais ne règlent en rien les problèmes d'accès à un médecin de famille. C'est ainsi que Saint-Amable ne peut compter sur le moindre médecin pour desservir une population de quelques 12 000 habitants. Dans la circonscription de Verchères seulement, ce sont plusieurs milliers de personnes qui sont inscrites au guichet d'accès et qui sont toujours en attente d'un médecin de famille. Et c'est ainsi partout à travers la Montérégie et tout particulièrement en Montérégie Est. Aussi, avec mes collègues du Parti Québécois, nous entendons redoubler d'efforts afin d'amener ce gouvernement toxique à déployer urgemment les correctifs requis pour commencer à remédier enfin à la situation, d'ici à ce qu'un gouvernement véritablement soucieux du mieux-être des patients et de la santé de la population fasse le travail», de déclarer le député de Verchères et président du caucus des députés de l'opposition officielle en Montérégie, Stéphane Bergeron.

«Combien de patients qui ne sont pas inscrits auprès d'un médecin de famille verront leurs intervenants délocalisés? Vers où ces patients seront-ils orientés? Seront-ils directement pris en charge ou devront-ils attendre à nouveau avant d'obtenir des services?», a questionné Carolle Dubé, présidente de l'APTS.

«A-t-on évalué les coûts de transition liés au redéploiement des ressources? Comment les dossiers cliniques seront-ils transférés?», a quant à elle demandé Fabienne Chabot, responsable politique à l'APTS.

Liens

Dernières nouvelles

Météo



[\(nouvelles/economie\)](#)

[Changement d'heure : changez aussi la pile de l'avertisseur de fumée! \(/nouvellechangement-d-heure-changez-aussi-la-pile-de-l-avertisseur-de-fumee.html\)](#)